

RCS : LORIENT Code greffe : 5601

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LORIENT atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1971 B 00010 Numéro SIREN : 871 500 104 Nom ou dénomination : HENDIS
--

Ce dépôt a été enregistré le 28/07/2021 sous le numéro de dépôt B2021/006044

HENDIS

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 39.317,89 Euros
Siège social : La Gardeloupe
56700 HENNEBONT
871 500 104 R.C.S. LORIENT

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2018

**Certifié conforme
Le Président**

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned below the text 'Le Président'.

Bilan Actif

		31/01/2018			31/01/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	227 614	215 451	12 163	7 622
	Fonds commercial (1)	157 441		157 441	157 441
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	867 170	7 605	859 565	862 449
	Constructions	12 099 360	9 169 436	2 929 923	3 620 708
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	5 753 190	4 422 279	1 330 911	956 246
	Autres immobilisations corporelles	991 695	865 976	125 720	158 121
	Immobilisations en cours	127 399		127 399	112 157
	Avances et acomptes				212 549
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 913 586		1 913 586	1 721 094
	Prêts	1 175 647		1 175 647	1 097 468
	Autres immobilisations financières	15 201		15 201	15 201
TOTAL (II)		23 328 301	14 680 747	8 647 555	8 921 055
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	54 046		54 046	46 801
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	7 712 241	154 651	7 557 590	7 630 096
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	275 427		275 427	215 199
	Autres créances	3 645 022		3 645 022	3 877 923
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 191 314		3 191 314	3 136 517
	DISPONIBILITES	312 714		312 714	337 485
	Charges constatées d'avance	147 064		147 064	194 920
	TOTAL (III)	15 337 828	154 651	15 183 177	15 438 941
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		38 666 129	14 835 397	23 830 732	24 359 996
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				1 190 848	1 112 669
(3) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/01/2018	31/01/2017
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	39 318	39 318
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 895 940	1 895 940
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	3 932	3 932
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	6 353 590	5 684 909
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	2 400 720	2 768 681
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	10 693 500	10 392 779
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	111 300	124 100
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	111 300	124 100
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 770 827	3 080 394
	Emprunts et dettes financières divers	840 660	865 957
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 331 572	5 594 483
	Dettes fiscales et sociales	3 543 671	3 888 710
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		12 786
	Autres dettes	539 202	400 787
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	13 025 932	13 843 117
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	23 830 732	24 359 996
Total du bilan en centimes		23 830 731,87	24 359 996,21
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		10 868 845	11 616 708
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		12 626	27 080

Etats financiers au 31/01/2018

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat

1/2

				31/01/2018	31/01/2017
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	92 400 288		92 400 288	92 088 084
	Production vendue (Biens)	72 323		72 323	76 145
	Production vendue (Services et Travaux)	1 315 956		1 315 956	1 286 161
	Montant net du chiffre d'affaires	93 788 567		93 788 567	93 450 391
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			106 812	101 867
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			113 250	94 037
	Autres produits			31 494	39 268
	Total des produits d'exploitation (1)			94 040 122	93 685 563
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			72 341 469	72 126 431
	Variation de stock			17 172	(147 680)
	Achats de matières et autres approvisionnements			206 833	228 507
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			6 280 129	6 068 295
	Impôts, taxes et versements assimilés			1 332 677	1 307 526
	Salaires et traitements			7 342 767	7 077 097
	Charges sociales du personnel			2 610 425	2 557 114
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			1 159 229	1 181 388
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			154 651	100 450
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				25 700
	Autres charges			10 781	17 793
	Total des charges d'exploitation (2)			91 456 133	90 542 622
RESULTAT D'EXPLOITATION				2 583 990	3 142 941

Compte de Résultat

2/2

		31/01/2018	31/01/2017
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 583 990	3 142 941
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	26 854	24 874
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	7 227	6 988
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	56 761	60 260
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		90 842	92 122
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	53 382	56 642
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		53 382	56 642
RESULTAT FINANCIER		37 460	35 480
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		2 621 449	3 178 421
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 764	
	Sur opérations en capital	243 554	632 606
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	246 318	632 606
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	30 219	547
	Sur opérations en capital	50 756	6 707
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	80 975	7 254
RESULTAT EXCEPTIONNEL		165 343	625 352
PARTICIPATION DES SALARIES		211 925	374 527
IMPOTS SUR LES BENEFICES		174 147	660 566
TOTAL DES PRODUITS		94 377 282	94 410 290
TOTAL DES CHARGES		91 976 562	91 641 610
RESULTAT DE L'EXERCICE		2 400 720	2 768 681
Résultat de l'exercice en centimes		2 400 720,25	2 768 680,59
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		3 594	4 418

Etats financiers au 31/01/2018

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2017 (PCG 2017).

Le PCG 2017 correspond au règlement ANC n° 2017-01 du 05 mai 2017 (homologué par l'arrêté du 26 Décembre 2017, publié au JO du 30 Décembre 2017), complété des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

LOGICIELS

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

FONDS DE COMMERCE

En application des dispositions du règlement ANC (Autorité des Normes Comptables) n° 2015-06 sur les actifs incorporels, des tests de dépréciation ont été menés afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier les deux fonds de commerce : aucune dépréciation n'a été détectée sur la valeur de ces fonds de commerce en raison du fait que leur valeur actuelle est supérieure à leur valeur nette comptable.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles entrées au cours de l'exercice ont été traitées en respectant la réglementation.

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

Règles et Méthodes Comptables

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non les frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de ristournes et autres avantages financiers au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur. Les cotisations centrales sont intégrées au montant du stock.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision complémentaire de 2 200€ concernant le solde des points cartes de fidélité clients de l'Espace Culturel a été comptabilisée.

De plus, une reprise de provision de 15 000€ a été comptabilisée concernant le solde des points cartes de fidélité clients de l'Hyper, ce qui porte le total du poste à 111 300€.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations financières** :
 - > Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en

Règles et Méthodes Comptables

charges ; ces dépenses sont donc incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

-> Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les explications concernant ces engagements figurent dans la partie "Engagements hors bilan".

Les engagements de retraite ne font pas l'objet d'aucune provision comptable.

CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI (C.I.C.E.)

Un crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été calculé sur la base des salaires versés de janvier à décembre 2017 au taux de 7% pour un montant de 420 601 euros.

De plus, un produit à recevoir CICE a été calculé sur la base des salaires du 1er janvier à la date de clôture au taux de 6% pour un montant de 28 501 euros.

S'agissant d'un crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur les sociétés, et conformément à l'avis de la CNCC, ces produits ont été comptabilisés au crédit de deux sous-comptes du poste "Impôt sur les bénéfices" du compte de résultat de l'exercice.

Conformément à l'article 224 quater C du CGI, le CICE perçu au cours de l'exercice a servi au financement de l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise. Ainsi, il a permis notamment de financer des investissements nécessaires à notre activité, de participer à l'effort de formation, de contribuer au maintien et à l'amélioration de notre politique salariale et d'améliorer notre fonds de roulement.

Le CICE à percevoir sera affecté de la même façon.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun élément significatif n'est à signaler.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Règles et Méthodes Comptables

Aucun élément significatif n'est à signaler

INTEGRATION FISCALE

La société HENDIS est intégrée fiscalement depuis le 1er Février 2005. La société mère et redevable de l'Impôt sur les Sociétés est la SAS FIDES.

Le mode de comptabilisation est la 3ème conception, à savoir la comptabilisation de la charge d'impôt dans les filiales comme en l'absence d'intégration fiscale et réallocation immédiate de l'économie d'impôt aux filiales déficitaires.

CONSOLIDATION

La société HENDIS fait partie d'un groupe consolidé dont la société consolidante est la SAS FIDES au capital de 37 000€ dont le siège social se situe à Hennebont.

Engagements hors bilan

1. EMPRUNT ARKEA

Contrat de prêt de 320 000 Euros d'une durée de 12 ans pour le financement de travaux.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 240 765 Euros

⇒ Nantissement en 7^{ème} rang du fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 30/10/2026.

2. EMPRUNT ARKEA

Contrat de prêt de 1 280 000 Euros d'une durée de 12 ans pour le financement de travaux.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 958 680 Euros

⇒ Nantissement en 1^{er} rang du fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 30/10/2026.

3. EMPRUNT ARKEA

Contrat de prêt de 600 000 Euros d'une durée de 7 ans pour le financement de la création d'un Drive.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 215 590 Euros

⇒ Nantissement en 1^{er} rang du fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 30/06/2020.

4. EMPRUNT CREDIT COOPERATIF

Contrat de prêt de 600 000 Euros d'une durée de 7 ans pour le financement de divers investissements.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 120 000 Euros

⇒ Nantissement en 7^{ème} rang du fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 13/09/2018.

Engagements hors bilan

5. EMPRUNT BCME

Contrat de prêt de 182 000 Euros d'une durée de 7 ans pour le financement de la création de la parapharmacie.

- ⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 4 760 Euros
- ⇒ Nantissement en 2^{ème} rang du fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 30/03/2018.

6. EMPRUNT BPI

Contrat de prêt de 400 000 Euros d'une durée de 5 ans pour le financement de divers matériel.

- ⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 331 607 Euros
- ⇒ Nantissement de fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 31/01/2022.

7. EMPRUNT BPI

Contrat de prêt de 600 000 Euros d'une durée de 7 ans pour le financement de travaux d'aménagement et l'acquisition de matériel.

- ⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 509 834 Euros
- ⇒ Nantissement de fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 31/12/2023.

8. EMPRUNT BPA

Contrat de prêt de 470 000 Euros d'une durée de 5 ans pour le financement de la mise en place du système d'étiquette électroniques.

- ⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 376 788 Euros

L'emprunt arrive à échéance le 25/01/2022.

Engagements hors bilan

9. ENGAGEMENTS DE RETRAITES

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimées en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Ces engagements portent sur un montant de 622 247 Euros.

Paramètres retenus pour l'évaluation :

- ⇒ Départ volontaire : 100 % ;
- ⇒ Age de départ à la retraite : 62 ans (âge légal de départ) ;
- ⇒ Taux de charge : 40% ;
- ⇒ Taux d'actualisation : 1,37% .

Capital social

		31/01/2018	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		241 986,00	0,1625	39 317,89
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		241 986,00	0,1625	39 317,89

HENDIS
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 39.317,89 Euros
Siège social : La Gardeloupe
56700 HENNEBONT
871 500 104 R.C.S. LORIENT

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 22 JUIN 2018

- PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT -

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos 31 janvier 2018, dont elle constate l'existence, et qui s'élève à 2.400.720 euros, de la façon suivante :

- A titre de distribution de dividendes à hauteur de 2.000.000 €
- Au poste « Autres réserves », à hauteur du solde soit 400.720 €
Ce qui porte le solde de ce poste à la somme de 6.754.310 euros,

Total affecté : 2.400.720 €

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'élèvent à un montant de 8.693.500 euros.

L'Assemblée Générale prend acte que :

Sur le plan fiscal, conformément aux dispositions du nouvel article 200 A, 1-A-1° du Code Général des Impôts, il est rappelé que les dividendes qui seraient distribués seraient assujettis, pour les personnes physiques, au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8%, auxquels s'ajouteraient les prélèvements sociaux au taux de 17,2%.

Le PFU est, quant à lui, non libératoire. Le PFU et les prélèvements sociaux seraient payés par la Société au plus tard le 15 du mois suivant le paiement de la distribution.

Conformément aux dispositions de l'article 200 A, 2 nouveau du même Code, les associés personnes physiques y ayant intérêt pourraient toutefois opter pour l'imposition desdits dividendes selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu, ladite option étant irrévocable et globale pour l'ensemble des revenus, gains et autres profits entrant dans le champ d'application du PFU. Cette option devrait être expresse et exercée en 2019 lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant la date limite de déclaration.

Enfin, les contributions et prélèvements sociaux dus au titre de cette distribution feraient l'objet d'un paiement à la source en application des dispositions de l'article L.136-7 du Code de la sécurité sociale. Le paiement à la source serait versé par la Société concomitamment au paiement du PFU de 12,8% décrit ci-dessus.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale constate que le montant des dividendes distribués, au titre des trois derniers exercices, ont été les suivants :



Exercices	Dividende distribué	Revenus distribués éligibles à l'abattement	Revenus distribués non éligibles à l'abattement
31/01/2017	2.100.000 €	78 €	2.099.922 €
31/01/2016	2.100.000 €	78 €	2.099.922 €
31/01/2015	1.700.000 €	63 €	1.699.937 €

- ADOPTION -

Cette affectation a été adoptée par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en date du 30 juin 2018.

**Certifiée conforme
Le Président**





Cigest Finances

EXPERTISE COMPTABLE et AUDIT

HENDIS

Société par actions simplifiée

La Gardeloupe – BP 129

56700 HENNEBONT

Rapport du Commissaire aux Comptes Sur les comptes annuels Exercice clos le 31 janvier 2018





Cigest Finances

EXPERTISE COMPTABLE et AUDIT

HENDIS

Société par actions simplifiée

La Gardeloupe – BP 129

56700 HENNEBONT

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 janvier 2018

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HENDIS relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} février 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des stocks et des créances.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention



comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

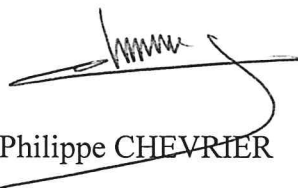
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet

de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

QUIMPERLE, le 8 juin 2018

Le Commissaire aux Comptes
CIGEST FINANCES



Philippe CHEVRIER

Bilan Actif

		31/01/2018			31/01/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	227 614	215 451	12 163	7 622
	Fonds commercial (1)	157 441		157 441	157 441
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	867 170	7 605	859 565	862 449
	Constructions	12 099 360	9 169 436	2 929 923	3 620 708
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	5 753 190	4 422 279	1 330 911	956 246
	Autres immobilisations corporelles	991 695	865 976	125 720	158 121
	Immobilisations en cours	127 399		127 399	112 157
	Avances et acomptes				212 549
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 913 586		1 913 586	1 721 094
	Prêts	1 175 647		1 175 647	1 097 468
	Autres immobilisations financières	15 201		15 201	15 201
TOTAL (II)		23 328 301	14 680 747	8 647 555	8 921 055
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	54 046		54 046	46 801
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	7 712 241	154 651	7 557 590	7 630 096
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	275 427		275 427	215 199
	Autres créances	3 645 022		3 645 022	3 877 923
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 191 314		3 191 314	3 136 517
	DISPONIBILITES	312 714		312 714	337 485
	Charges constatées d'avance	147 064		147 064	194 920
	TOTAL (III)	15 337 828	154 651	15 183 177	15 438 941
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		38 666 129	14 835 397	23 830 732	24 359 996

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

1 190 848

(3) dont créances à plus d'un an

1 112 669

Bilan Passif

		31/01/2018	31/01/2017
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	39 318	39 318
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 895 940	1 895 940
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	3 932	3 932
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	6 353 590	5 684 909
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	2 400 720	2 768 681
Autres fonds propres	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total des capitaux propres		10 693 500	10 392 779
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total des autres fonds propres			
Provisions	Provisions pour risques	111 300	124 100
	Provisions pour charges		
Total des provisions		111 300	124 100
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 770 827	3 080 394
	Emprunts et dettes financières divers	840 660	865 957
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 331 572	5 594 483
	Dettes fiscales et sociales	3 543 671	3 888 710
	DETTES DIVERSES		
DETTES (1)	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		12 786
	Autres dettes	539 202	400 787
Produits constatés d'avance (1)			
Total des dettes		13 025 932	13 843 117
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		23 830 732	24 359 996
Total du bilan en centimes		23 830 731,87	24 359 996,21
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		10 868 845	11 616 708
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		12 626	27 080

Compte de Résultat

1/2

				31/01/2018	31/01/2017
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	92 400 288		92 400 288	92 088 084
	Production vendue (Biens)	72 323		72 323	76 145
	Production vendue (Services et Travaux)	1 315 956		1 315 956	1 286 161
	Montant net du chiffre d'affaires	93 788 567		93 788 567	93 450 391
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			106 812	101 867
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			113 250	94 037
	Autres produits			31 494	39 268
Total des produits d'exploitation (1)				94 040 122	93 685 563
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			72 341 469	72 126 431
	Variation de stock			17 172	(147 680)
	Achats de matières et autres approvisionnements			206 833	228 507
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			6 280 129	6 068 295
	Impôts, taxes et versements assimilés			1 332 677	1 307 526
	Salaires et traitements			7 342 767	7 077 097
	Charges sociales du personnel			2 610 425	2 557 114
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			1 159 229	1 181 388
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
- sur immobilisations					
- sur actif circulant			154 651	100 450	
Dotations aux provisions				25 700	
Autres charges			10 781	17 793	
Total des charges d'exploitation (2)				91 456 133	90 542 622
RESULTAT D'EXPLOITATION				2 583 990	3 142 941

Compte de Résultat

2/2

		31/01/2018	31/01/2017
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 583 990	3 142 941
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	26 854	24 874
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	7 227	6 988
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	56 761	60 260
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		90 842	92 122
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	53 382	56 642
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		53 382	56 642
RESULTAT FINANCIER		37 460	35 480
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		2 621 449	3 178 421
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 764	
	Sur opérations en capital	243 554	632 606
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	246 318	632 606
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	30 219	547
	Sur opérations en capital	50 756	6 707
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	80 975	7 254
RESULTAT EXCEPTIONNEL		165 343	625 352
PARTICIPATION DES SALARIES		211 925	374 527
IMPOTS SUR LES BENEFICES		174 147	660 566
TOTAL DES PRODUITS		94 377 282	94 410 290
TOTAL DES CHARGES		91 976 562	91 641 610
RESULTAT DE L'EXERCICE		2 400 720	2 768 681

Résultat de l'exercice en centimes	2 400 720,25	2 768 680,59
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) dont produits concernant les entreprises liées		
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées	3 594	4 418

Etats financiers au 31/01/2018

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2017 (PCG 2017).

Le PCG 2017 correspond au règlement ANC n° 2017-01 du 05 mai 2017 (homologué par l'arrêté du 26 Décembre 2017, publié au JO du 30 Décembre 2017), complété des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

LOGICIELS

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

FONDS DE COMMERCE

En application des dispositions du règlement ANC (Autorité des Normes Comptables) n° 2015-06 sur les actifs incorporels, des tests de dépréciation ont été menés afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier les deux fonds de commerce : aucune dépréciation n'a été détectée sur la valeur de ces fonds de commerce en raison du fait que leur valeur actuelle est supérieure à leur valeur nette comptable.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles entrées au cours de l'exercice ont été traitées en respectant la réglementation.

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

Règles et Méthodes Comptables

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non les frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de ristournes et autres avantages financiers au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur. Les cotisations centrales sont intégrées au montant du stock.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision complémentaire de 2 200€ concernant le solde des points cartes de fidélité clients de l'Espace Culturel a été comptabilisée.

De plus, une reprise de provision de 15 000€ a été comptabilisée concernant le solde des points cartes de fidélité clients de l'Hyper, ce qui porte le total du poste à 111 300€.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations financières** :
 - > Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en

Règles et Méthodes Comptables

charges ; ces dépenses sont donc incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

-> Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les explications concernant ces engagements figurent dans la partie "Engagements hors bilan".

Les engagements de retraite ne font pas l'objet d'aucune provision comptable.

CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI (C.I.C.E.)

Un crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été calculé sur la base des salaires versés de janvier à décembre 2017 au taux de 7% pour un montant de 420 601 euros.

De plus, un produit à recevoir CICE a été calculé sur la base des salaires du 1er janvier à la date de clôture au taux de 6% pour un montant de 28 501 euros.

S'agissant d'un crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur les sociétés, et conformément à l'avis de la CNCC, ces produits ont été comptabilisés au crédit de deux sous-comptes du poste "Impôt sur les bénéfices" du compte de résultat de l'exercice.

Conformément à l'article 224 quater C du CGI, le CICE perçu au cours de l'exercice a servi au financement de l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise. Ainsi, il a permis notamment de financer des investissements nécessaires à notre activité, de participer à l'effort de formation, de contribuer au maintien et à l'amélioration de notre politique salariale et d'améliorer notre fonds de roulement.

Le CICE à percevoir sera affecté de la même façon.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun élément significatif n'est à signaler.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Règles et Méthodes Comptables

Aucun élément significatif n'est à signaler

INTEGRATION FISCALE

La société HENDIS est intégrée fiscalement depuis le 1er Février 2005. La société mère et redevable de l'Impôt sur les Sociétés est la SAS FIDES.

Le mode de comptabilisation est la 3ème conception, à savoir la comptabilisation de la charge d'impôt dans les filiales comme en l'absence d'intégration fiscale et réallocation immédiate de l'économie d'impôt aux filiales déficitaires.

CONSOLIDATION

La société HENDIS fait partie d'un groupe consolidé dont la société consolidante est la SAS FIDES au capital de 37 000€ dont le siège social se situe à Hennebont.

Engagements hors bilan

1. EMPRUNT ARKEA

Contrat de prêt de 320 000 Euros d'une durée de 12 ans pour le financement de travaux.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 240 765 Euros

⇒ Nantissement en 7^{ème} rang du fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 30/10/2026.

2. EMPRUNT ARKEA

Contrat de prêt de 1 280 000 Euros d'une durée de 12 ans pour le financement de travaux.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 958 680 Euros

⇒ Nantissement en 1^{er} rang du fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 30/10/2026.

3. EMPRUNT ARKEA

Contrat de prêt de 600 000 Euros d'une durée de 7 ans pour le financement de la création d'un Drive.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 215 590 Euros

⇒ Nantissement en 1^{er} rang du fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 30/06/2020.

4. EMPRUNT CREDIT COOPERATIF

Contrat de prêt de 600 000 Euros d'une durée de 7 ans pour le financement de divers investissements.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 120 000 Euros

⇒ Nantissement en 7^{ème} rang du fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 13/09/2018.

Engagements hors bilan

5. EMPRUNT BCME

Contrat de prêt de 182 000 Euros d'une durée de 7 ans pour le financement de la création de la parapharmacie.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 4 760 Euros

⇒ Nantissement en 2^{ème} rang du fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 30/03/2018.

6. EMPRUNT BPI

Contrat de prêt de 400 000 Euros d'une durée de 5 ans pour le financement de divers matériel.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 331 607 Euros

⇒ Nantissement de fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 31/01/2022.

7. EMPRUNT BPI

Contrat de prêt de 600 000 Euros d'une durée de 7 ans pour le financement de travaux d'aménagement et l'acquisition de matériel.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 509 834 Euros

⇒ Nantissement de fonds de commerce

L'emprunt arrive à échéance le 31/12/2023.

8. EMPRUNT BPA

Contrat de prêt de 470 000 Euros d'une durée de 5 ans pour le financement de la mise en place du système d'étiquette électroniques.

⇒ Niveau résiduel de l'emprunt à la date du bilan : 376 788 Euros

L'emprunt arrive à échéance le 25/01/2022.

Engagements hors bilan

9. ENGAGEMENTS DE RETRAITES

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimées en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Ces engagements portent sur un montant de 622 247 Euros.

Paramètres retenus pour l'évaluation :

- ⇒ Départ volontaire : 100 % ;
- ⇒ Age de départ à la retraite : 62 ans (âge légal de départ) ;
- ⇒ Taux de charge : 40% ;
- ⇒ Taux d'actualisation : 1,37% .

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

		31/01/2018	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		241 986,00	0,1625	39 317,89
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		241 986,00	0,1625	39 317,89

Etats financiers au 31/01/2018

INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/01/2018
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à	p. Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	380 506		4 549			385 055
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	380 506		4 549			385 055
CORPORELLES	Terrains	867 170					867 170
	Constructions sur sol propre	1 121 052					1 121 052
	sur sol d'autrui	8 816 836					8 816 836
	instal. agencement	2 154 157		7 314			2 161 471
	Instal technique, matériel outillage industriels	4 974 080		792 123		13 014	5 753 190
	Instal., agencement, aménagement divers	65 403					65 403
	Matériel de transport	249 363		6 700			256 063
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	653 037		3 530			656 567
	Emballages récupérables et divers	13 663					13 663
	Immobilisations corporelles en cours	112 157		15 242			127 399
	Avances et acomptes	212 549			212 549		
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		19 239 466		824 910	212 549	13 014	19 838 813
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	1 721 094		241 395		48 903	1 913 586
	Prêts et autres immobilisations financières	1 112 669		96 872		18 692	1 190 848
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 833 762		338 267		67 596	3 104 433
TOTAL		22 453 734		1 167 726	212 549	80 610	23 328 301

Amortissements

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/01/2018
	Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	215 443	8		215 451
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	215 443	8		215 451
CORPORELLES	Terrains	4 721	2 884		7 605
	Constructions sur sol propre	160 102	95 728		255 831
	sur sol d'autrui	6 995 456	439 417		7 434 873
	instal. agencement aménagement	1 315 779	162 953		1 478 733
	Instal technique, matériel outillage industriels	4 017 834	415 606	11 161	4 422 279
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	16 192	5 540		21 732
	Matériel de transport	197 370	13 576		210 946
	Matériel de bureau, mobilier	609 782	23 515		633 297
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 317 237	1 159 220	11 161	14 465 296
TOTAL		13 532 679	1 159 229	11 161	14 680 747

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/01/2018
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	124 100		12 800	111 300
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	124 100		12 800	111 300
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	99 317	154 651	99 317	154 651
	Sur comptes clients	1 133		1 133	
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	100 450	154 651	100 450	154 651
TOTAL GENERAL		224 550	154 651	113 250	265 951
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			154 651	113 250	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/01/2018	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	1 175 647	1 175 647	
	Autres immobilisations financières	15 201	15 201	
	Clients douteux ou litigieux	3 779	3 779	
	Autres créances clients	271 648	271 648	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	61 346	61 346	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	177 426	177 426	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	28 501	28 501	
	Groupe et associés	895 928	895 928	
	Débiteurs divers	2 481 821	2 481 821	
	Charges constatées d'avances	147 064	147 064	
	TOTAL DES CREANCES	5 258 361	5 258 361	
Prêts accordés en cours d'exercice		96 872		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		18 692		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/01/2018	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	12 626	12 626		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	2 758 201	601 115	1 540 137	616 949
	Emprunts et dettes financières divers	840 660	840 660		
	Fournisseurs et comptes rattachés	5 331 572	5 331 572		
	Personnel et comptes rattachés	1 805 492	1 805 492		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 064 230	1 064 230		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	190 704	190 704		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	483 245	483 245		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	235 188	235 188		
	Autres dettes	304 014	304 014		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	13 025 932	10 868 845	1 540 137	616 949
Emprunts souscrits en cours d'exercice		439 276			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		734 085			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)		102 104			

Produits à recevoir

		31/01/2018
Total des Produits à recevoir		1 264 554
Autres immobilisations financières		4 007
Intérêts courus sur créances i	4 007	
AUTRES CREANCES		1 260 546
Avoirs sur RRR à recevoir	960 176	
Avoirs sur achats à recevoir	117 943	
Excédent SCARMOR à recevoir	75 785	
Excédent SCARMOR Kervignac	9 740	
Excédent SCARMOR Drive	7 055	
Organismes sociaux - P.A.R.	61 346	
Etat-produits à recevoir CICE	28 501	

Charges à payer

		31/01/2018
Total des Charges à payer		3 368 629
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		178
Int.cour.s/emprunt établ.crédi	178	
Emprunts et dettes financières divers		75 733
Int.cour.s/participation sal.	75 733	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		275 739
Fournisseur factures non parve	176 576	
Fnp Fournisseurs frais généra	99 163	
Dettes fiscales et sociales		2 959 988
Dettes provision congés payés	205 213	
Dettes prov pour CP nouvelle p	330 414	
Dettes provisionnées partic sa	211 925	
Intéressement à payer	570 890	
Autr.charg.de pers.à payer	75 089	
Prime accord salarial à payer	140 595	
Prime conventionnelle à payer	41 966	
Prime bilan encadrement	214 051	
Charges soc. congés payés anc.	80 754	
Charges soc. congés payés nouv	127 683	
Provision régul. réduction Fil	9 798	
Provision 13ème mois	18 883	
Charges soc/prime accord salar	53 426	
Charges sociales sur primes bi	81 339	
Charges à payer - assurance ta	996	
Forfait social	156 563	
Charges sociales à payer FPC	77 432	
Charges sociales à payer cons	32 291	
Charges sociales à payer taxe	47 435	
Redressement fiscal à payer	10 462	
ETAT-CFE	12 425	
ETAT-CVAE	20 244	
ETAT-TASCOM	282 370	
ETAT-TAXES FONCIERES	27 179	
Etat - TLPE	860	
ETAT - COTISATION SOLIDARITE	129 705	
Autres dettes		56 991
Associés c/c intérêts courus	3 594	
Charges à payer	1 245	
Unilec, charges à payer	29 089	
Galec, charges à payer	16 713	
Cotisation GIE L COMMERCE à pa	4 500	
ACDlec - charges à payer	1 850	

Produits et Charges exceptionnels

		31/01/2018
Total des produits exceptionnels		246 318
PRODUITS EXCEPTIONNELS DE GESTION		2 764
Autres produits excep op. gest	2 681	
Produits exception exercices a	83	
PRODUITS EXCEPTIONNELS EN CAPITAL		243 554
Prod sur cessions d'immob corp	2 700	
Prod sur cessions d'immob fina	233 456	
Produits except sur contentieu	7 398	
Total des charges exceptionnelles		80 975
CHARGES EXCEPTIONNELLES DE GESTION		30 219
pénalités sur marché	63	
pénalités amendes fiscales&pén	2 453	
autres charges except opé gest	27 433	
charges except exercices antér	270	
CHARGES EXCEPTIONNELLES EN CAPITAL		50 756
valeurs comptables immos corpo	1 853	
valeurs comptables immos fin.	48 903	
Résultat exceptionnel		165 343

Charges constatées d'avance

31/01/2018

Charges constatées d'avances		147 064
Charges constatées d'avance - Exploitation		35 341
486606	CCA electricité	
486611	CCA sous-traitance	
486613	CCA locations	
486615	CCA maintenances	
486616	CCA assurances	
486618	CCA documentation	
486623	CCA publicité	
486626	CCA téléphone	
486649	CCA formation continue	
48610800	CCA Location mat antivol	2 560
48611000	CCA Location mat manutention	535
48611200	CCA Location mat autres	1 316
48615000	CCA maintenance matériel	22 704
48615200	CCA maintenance caisses et ass	594
48615400	CCA maintenance mat. Antivol	956
486200	Charges constatées d'avance FG	
48620200	CCA assurance multirisques	445
48630000	CCA affichages permanents	4 883
48635000	CCA abonnements téléphone	1 349
Charges constatées d'avance - Financières		111 722
48660600	CCA electricité	435
48661100	CCA sous-traitance	28 308
48661300	CCA locations	27 890
48661500	CCA maintenances	39 199
48661600	CCA assurances	2 676
48661800	CCA documentation	250
48662300	CCA publicité	9 758
48662600	CCA téléphone	3 206
486650	CCA Fournitures	

Produits constatés d'avance

31/01/2018

Produits constatés d'avance

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	31/01/2018	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		2 621 449	303 865	2 317 584
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		(46 582)	(129 718)	83 136
RESULTAT COMPTABLE		2 574 867	174 147	2 400 720

(1) après retraitements fiscaux.

Effectif moyen

		31/01/2018	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		12	
	Professions intermédiaires		18	
	Employés		222	
	Ouvriers			
	TOTAL		252	

Eléments concernant les entreprises liées et les participations

31/01/2018	Entreprises liées	Entreprises avec lesquelles la société à un lien de participation
Actif immobilisé Avances et acomptes sur immobilisations Participations Créances rattachées à des participations Prêts et autres immobilisations financières Actif circulant Avances et acomptes versés sur commandes Créances clients et comptes rattachés Autres créances Capital souscrit appelé, non versé Dettes Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits financiers Produits de participations Autres produits financiers Charges financières Charges financières Autres éléments		